

POUR LA LIBÉRATION D'ABOU QATADA EL-FALESTINI

L'ex-GSPC engage un bras de fer avec l'Angleterre

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) vient d'engager un bras de fer avec l'Angleterre dont l'enjeu est la libération de l'intégriste jordano-palestinien Abou Qatada, qui y est en détention depuis 2005.

Dans un communiqué daté d'avant-hier, l'organisation terroriste a fait savoir qu'elle a libéré quatre des six otages occidentaux, dont deux diplomates onusiens d'origine canadienne et deux femmes touristes, ressortissantes d'Allemagne et de Suisse, en échange de quatre de ses terroristes qui étaient emprisonnés, sans préciser dans quel pays.

Elle a, en outre, affirmé qu'elle détenait toujours deux otages enlevés en janvier dernier au nord du Mali, un Suisse et un Anglais, et elle exige du pays de ce dernier de libérer Abu Qatada dans

un délai de 20 jours sous peine d'exécuter son ressortissant.

Les conditions de la libération des quatre premiers otages sont restées dans la totale opacité, et s'il se confirme qu'ils ont été effectivement libérés contre

des prisonniers appartenant à Al-Qaïda au Maghreb, cela signifie que c'est bien la première fois qu'une organisation terroriste qui sévit en Algérie a obtenu la satisfaction d'une exigence de ce genre.

Depuis le détournement de l'Airbus français à Alger en décembre 1994 par le GIA, jusqu'à l'enlèvement des deux

touristes autrichiens en février de l'an dernier en Tunisie, aucune revendication de libération de prisonniers contre la vie sauve des otages n'a abouti.

Ce précédent qui vient d'être créé, s'il est confirmé, risque fortement de constituer un tournant inédit dans le parcours de l'ex-GSPC.

Surtout que celui-ci semble se mouvoir avec une certaine aisance dans le nord du Mali dont il a fini par faire un repaire d'où il peut s'imposer à n'importe quel pays ou institution internationale

pour peu qu'il parvienne à capturer un ressortissant ou un membre.

Et personne n'ignore qu'il ne s'agit pas plus, pour lui, que d'un jeu d'enfants d'en cibler autant qu'il le voudra dans le Sahel grâce à ses réseaux propres mais également aux complicités qu'il achète.

Il n'est pas à écarter que ce succès dans l'échange des quatre premiers otages contre ses terroristes détenus (probablement au Mali ou en Mauritanie) lui a laissé espérer qu'il a une chance de faire libérer Abou

Qatada contre le sujet britannique, Edwen Dyer.

Mais l'Angleterre, qui, durant la décennie écoulée s'est délibérément transformée en La Mecque pour tout terroriste islamiste qui avait besoin d'un éden pour se reposer ou d'un Finsbury Park pour encourager à mettre à feu et sang l'Algérie, s'est radicalement transmutée en un pays antiterroriste après les attentats en Amérique du 11 septembre 2001.

Abou Qatada, qui était l'un des partisans les plus en vue des massacres en Algérie, a finalement été

emprisonné en 2002, non pas en raison de ses implications dans le terrorisme en Algérie mais du fait de ses liens avec Al-Qaïda, qu'il n'a jamais reconnue.

Libéré une première fois en 2005, il a été de nouveau arrêté la même année.

Il est en attente de son expulsion (ou extradition) en Jordanie où il a été condamné à deux reprises par contumace, une condamnation approuvée en février dernier et contre laquelle il a introduit un recours.

Mohamed Issami

ABOU QATADA EL-FALESTINI

L'homme qui a prôné l'assassinat des femmes en Algérie

Au début de l'été 2001, un Algérien, connu comme l'un des chantres les plus en vue du salafisme non jihadiste, Abdelmalek Ramdhani, installé en Arabie saoudite, a fait paraître un livre, publié à Djedda, dont le seul titre résume le vrai visage d'Abou Qatada : «Sauver les gens de la sauvagerie d'Abou Qatada qui prêche l'assassinat des femmes et des enfants».

Cet intégriste jordanien d'origine palestinienne de formation religieuse et qui a exercé un certain temps la fonction d'«aumônier» dans son pays où il a été militaire, a basculé dans l'intégrisme au milieu des années 1980 et a fait ses premiers pas dans une organisation considérée plutôt comme piétiste avant de créer la sienne propre plus radicale mais qui a tourné court. Après une vadrouille dans certains pays orientaux et en Afghanistan, il s'est fixé au début des années 1990 en Angleterre où il a obtenu l'asile poli-

tique. Il n'a alors pas tardé à se mettre à la disposition du GIA qui commençait à faire parler de lui en Algérie. La plupart de ses prêches virulents en faveur du djihad datent de cette époque ainsi que ses écrits, notamment dans le bulletin du GIA, *El-Ansar*.

Même s'il a été très prolifique, il se distinguera particulièrement par sa tristement célèbre fatwa pour l'assassinat des femmes et des enfants en Algérie qu'il a publiée dans *El-Ansar* n° 90, daté du 3 mars 1995, c'est-à-dire au moment où le GIA venait de s'orienter dans sa ligne la plus radicale que conduisait Djamel Zitouni. C'est fort de cette fatwa que ce dernier va signer le mois suivant le communiqué n°28 du GIA, daté du 30 avril 1995, annonçant que le GIA va élargir la sphère des victoires contre les épouses des apostats.

M. I.

TIZI-OUZOU

L'ANP boucle de nouveau le maquis d'Amjoudh

L'ANP veut-elle nettoyer le tristement célèbre maquis d'Amjoudh ? Certainement, à se fier à l'impressionnant dispositif sécuritaire mis en place au sud de la ville des Genêts et toute l'armada militaire et les moyens logistiques déployés sur le CW 147, reliant Tizi-Ouzou à Maâtkas, depuis une semaine.

On croit savoir que les services de sécurité appréhendent une autre série d'attaques terroristes qui viseraient d'importantes infrastructures de sécurité.

Ce serait donc pour faire échouer toute attaque terroriste que plusieurs convois militaires ont été stationnés le long du chemin précité pour les besoins d'un nouveau bouclage de ce sinistre maquis d'Amjoudh d'où avaient été planifiés les attentats qui ont frappé cette

région. Les forces de l'infanterie de l'ANP qui veulent cerner ce vaste territoire ont été appuyées par un dispositif d'artillerie qui avait commencé, en fin de semaine écoulée, le pilonnage, sous la surveillance de deux hélicoptères qui survolent par intermittence le territoire de cette impénétrable zone de repli des acolytes de Droukdel.

Il est à souligner que toutes les pistes menant vers cette base arrière de l'ex-GSPC sont minées, et tout le monde se rappelle de ce triste bilan d'un officier et de 2 soldats (dont un élément de la Garde communale de Beni-zmenzer) tués par l'explosion d'une mine en 2007 quand les forces combinées des services de sécurité avaient tenté de progresser dans ce territoire boisé et très escarpé.

C'est dire que pour l'heure, les militaires se contentent, de prime d'abord, d'un bouclage, à se fier à

une source généralement bien informée. L'opération pourrait, vraisemblablement, prendre du temps pour déloger ces islamistes armés qui tiennent, coûte que coûte, à ce maquis pour sa position stratégique car surplombant toute la vallée du Sebaou et contenant également de véritables bunkers dans les falaises et les gorges d'Ighzer Ouguergour.

Ainsi, deux terroristes, qui avaient tenté de fuir à travers ce maillage, ont été accrochés au lieu-dit Mezdata, mercredi dernier, et se sont repliés dans la forêt en abandonnant sur place d'importantes quantités d'effets vestimentaires récupérés par les soldats de l'ANP.

Il demeurerait, par ailleurs, impossible, jusqu'à hier, d'avoir la moindre information sur le bilan de cette opération de bouclage et de pilonnage tant que l'assaut et le ratissage ne sont pas encore terminés.

Amayas Idir

L'ex-GSPC réussira-t-il à le faire libérer ?

Abou Qatada a déjà fait l'objet d'une tentative de libération par un groupe armé islamiste contre la vie d'un journaliste britannique de la BBC pris en otage par un groupe à Ghaza (Palestine) en mars 2006, Alan Johnston.

Le dénouement de cette affaire pourrait éclairer sur ce qui pourrait se passer avec l'ex-GSPC. Le groupe palestinien, en fait un groupuscule qui s'est donné comme nom «Jeich el-islam» (Armée de l'islam), voulait se mettre en concurrence avec le Hamas dans la bande de Ghaza. L'enlèvement du journaliste a été suivi d'une revendication de l'échanger contre Abou Qatada.

Celui-ci, contacté dans sa détention, à la fois par son avocate, la BBC et le ministère des Affaires étrangères, surtout pour obtenir de lui un «appel humanitaire» en direction des ravisseurs pour libérer leur otage, a opposé un nict catégorique.

Pour lui, comme il l'a souligné dans une discussion avec un co-détenu (reprise sous forme d'interview par certains sites Internet), s'il lançait cet appel, Jeich el-islam allait comprendre qu'il a été forcé de le faire et n'en tiendrait pas compte ou alors il estimerait qu'il a été trahi par celui qu'il voulait libérer et ne reviendrait pas en arrière par rapport au sort de l'otage.

Il s'est alors déclaré prêt à appeler à la libération du journaliste otage mais il voulait quelque chose d'autre en contre-partie : la récupération par l'Angleterre de certains détenus de Guantanamo dont il a fait une liste, son abstention d'en extraditer certains autres. Ce qui a été refusé.

En ultime recours, le délai laissé par les ravisseurs venant à expiration, l'avocate d'Abou Qatada a suggéré qu'il soit libéré sous caution, ce qui permettrait de gagner.

Mais la proposition est rejetée par la justice. Alors que les tractations continuaient, la solution est arrivée finalement par une tout autre voie.

Le Hammas, en quête de respectabilité, et tenant à asseoir son autorité à Ghaza, a opéré une descente armée contre le lieu de séquestration du journaliste et l'a libéré au bout de son cent quatorzième jour de détention.

Et Abou Qatada a continué à rester dans l'ombre d'où cherche à le sortir aujourd'hui l'ex-GSPC.

M. I.